

BRIIS-SOUS-FORGES / JANVRY *Près de 200 personnes mobilisées à la maison communautaire*

# Parking de l'A10 : la lutte s'enracine

*Le 15 juin dernier, un collectif d'associations de riverains et de défense de l'environnement a invité élus et habitants du secteur à mettre au point une stratégie de lutte contre le projet d'extension des parkings poids lourds de l'A10 mené par la société Cofiroute.*

**C'**est mardi prochain, en séance publique, que le Conseil général de l'Essonne devrait se prononcer sur le soutien à apporter à la lutte que mènent depuis des mois élus et associations du canton, hostiles au projet d'extension des parkings poids lourds des aires de l'autoroute A10. Une proposition faite par Bruno Piriou, vice-président du Conseil général chargé de l'environnement, et qui s'ajoute aux différentes suggestions venues des élus et de la salle. Le Conseil général, qui vient par ailleurs de lancer, pour le mois de septembre, une étude relative à la pollution de l'air par les poids lourds sur la Francilienne, a proposé, toujours par la voix de son vice-président, de « modéliser rapidement cette étude sur l'A10, avant de mener une étude globale sur cette autoroute ». Sur le terrain, l'ordre de mobilisation générale a été décrété la semaine dernière par un collectif d'associations.

## PLAN DE BATAILLE

Car c'est bien la foule des grands jours qui s'est déplacée mercredi 15 juin à la maison communautaire à Briis-sous-Forges. A l'invitation d'un collectif d'associations, près de 200 personnes, élus, associatifs ou riverains, se sont mobilisées pour entendre Claude Chappe, porte-parole du collectif, dresser le bilan des actions entreprises, depuis la mise en place d'une procédure de concertation jus-



*Salle comble mercredi 15 juin à Briis-sous-Forges. Au micro, Stéphane Shorp de l'association Sera. Jean-François Lion, président de l'hôpital de Bligny, Nathalie Kosciusko-Morizet, députée, Christian Schoettl, président de la CCPL et conseiller général, Bernard Vera, sénateur-maire de Briis-sous-Forges, et Bruno Piriou, vice-président du Conseil général.*

qu'aux dernières réunions, au cours desquelles le projet de la société Cofiroute, annoncé comme définitif, a été présenté aux élus et associations. Les différents élus invités à s'exprimer ont tous rappelé leur opposition à ce projet avant de proposer divers axes de lutte. Rendez-vous au ministère, batailles environnementales, mise en lumière des contraintes techniques et sanitaires, médiatisation et mobilisation massive des riverains en même temps que l'action au plan juridique ont été évoquées par les élus.

Côté salle, les associations ne sont pas les moins actives. « D'ici quelques jours, les grands départs en vacances vont avoir lieu. Pourquoi

ne pas profiter de l'occasion pour bloquer le péage et tracter ? », suggère un membre du Comité de défense de la déviation de Bel-Air (Fontenay-les-Briis). « Est-ce qu'il faut qu'on défile ? Qu'on continue à tracter ? Qu'on fasse des campagnes d'affichage ? », interroge Ludovic Chevalier, de l'association Vivre à Janvry. « Manifestons devant la Préfecture ! », propose Gérard Vitry, pour Qualité de vie dans la communauté de communes. « Il est temps de faire appel aux populations des autres communes et il faut veiller à ce qu'il y ait toujours une grande cohérence au sein du monde associatif », lance Alain Lenoir, président de Forges sans nuisances. **Béatrice Gendron**